



SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 D'INFORMAZIONE
 D'INFORMAZIONE

solidarietà?

aiuto
 rsaincertezza
 pauvreté disimoiecu
 chômage allocations
 cdd handicap
 misère east ass asi
 minima sociaux
 disimoiecu asi
 minima sociaux
 puvertà
 incertitude
 restos du cœur
 aah aiutu
 pôle emploi
 rsa

**DE
 LA PRÉCARITÉ
 VERS
 LA MISÈRE**

p5



INTERVIEW

**SAM MILLAR:
 RIRE ET COLÈRE
 P26**

ÉDITO P3 • OPINIONS P4

ISULA SURELLA P9 • BRÈVES P10

SETTIMANA CORSA P28

SORTIR P30

1,60€



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

**agir
PLUS**

**CHAUFFAGE BOIS
ISOLATION COMBLES ET MURS
CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE**

**VOS TRAVAUX
100% SUBVENTIONNÉS*!**

VÉRIFIEZ VOTRE ÉLIGIBILITÉ SUR corse-energia.fr



***Aide plafonnée sur la base du prix moyen constaté. Sous conditions de ressources.**

L'énergie est notre avenir, économisons-la ! L'energia hè u nostru avvene, tenimula à contu.

SOMMAIRE

OPINIONS

P4

DOSSIER

PRÉCARITÉ : ÇA S'AGGRAVE

P5



ISULA SURELLA

P9

BRÈVES

P10

ANNONCES LÉGALES

P11

INTERVIEW

SAM MILLAR, UNE COLÈRE TRANQUILLE

P26



SETTIMANA CORSA

P28

SORTIR

P30

<https://www.facebook.com/ICN.Informateur.Corse.Nouvelle>

<https://twitter.com/lcnactu>



Da Roland FRIAS

Reagisce pà cambià e cose

In Aiacciu cum'è in Bastia, hè stata marcata a dumenicata scorsa da l'organizzazione di a Ghjurnata internaziunale contr'à e violenze fatte à e donne.

Violenze chì sò cunniscute megliu è di più palisate, ma chì fermanu numerose quantunque. Ci vole à sapè ch'in Francia more 1 donna tutti i trè ghjorni da i colpi di u so cumpagnu. Si movenu i puteri publichi in quant'à sta tematica. Ci vole à sapè chì, quist'annu, sò state ricunniscute ste violenze da u Guvernu «grande causa naziunale». Ind'u Cismonte, agiscenu i servizii di u Statu, per mezu di a so direzione dipartimentale di a cuesione, è quessa à fiancu à l'associi per sensibilizà a pupulazione è accumpagnà e donne cuncernate. U centru d'infurmazione nant'à i diritti di e donne è di e famiglie di u Cismonte, l'associu «Femmes Solidaires» o u club Soroptimist facenu parte di l'attori di terrenu. Anu participatu d'altronde, cù altre citatine, ancu sott'à qualchi acquatella, à una mossa in carrughju, viaghjendu trà a piazza San Niculà è quella di u Mercà. «Reagisce per cambià e cose», eccu u mottu ch'elle avianu sceltu, tutt'inseme, per dà fiatu à u so passu. Parlà ne, dinunzià, infurmà, favurisce e cundizione di a verbalizazione... sò azzione chì permetteranu di dassi di rimenu più prestu, di prupone un'urientazione più efficace! Una vistichera primaticcia, inghjennendu a spressione d'una violenza, cuntribuisce à prevene u peghjurementu d'ogni situazione. À u filu di st'addunata popolare, hè statu resu un umaggiu à Emilie Santini, giovane bastiaccia di 24 anni, vittima di violenze di u so cumpagnu, chì hà vulsutu sparte a so sperienza, scrivendu un rumanzu autobiograficu, chjamatu Undeafated è publicatu pocu fà nant'à a tela; da truvà per indettu ind'è ebook è Amazon. Ci vole à sapè chì a simana chì vene, u prefettu di u Cismonte hà da fà l'inaugurazione d'un'unità specializzata, à l'uspedale di Falcunaghja. Si tratterà di prupone cunsultazione cù duttori urgentisti furmati apposta ind'u quadru di e violenze fatte à e donne è in lea cù a procuratrice di a Republica di Bastia chì puderà, per mezu di i segnalamenti da e vittime, apre un'inchiesta è ancu cunvucà l'autore di e violenze in cumparazione subitanea...■

Champs chromatiques

Près de 8000 gilets jaunes ont tenté de défilé sur les Champs Élysées, le 24 novembre dernier, bravant l'interdiction déclarée par le gouvernement quelques heures plus tôt. Un mouvement qui se veut pacifique pour crier difficultés financières, défiance et craintes politiques, économiques et sociales. Mais à ce jaune se sont adjoints casseurs cagoulés et CRS casqués, eux vêtus de noir. Les images et les mots diffusés en boucle ont clairement montré et exprimé l'incompréhension, le dépit de ceux qui ne souhaitaient pas cette violence sur des Champs devenus ruines. Poser en trois mois les bases d'un nouveau contrat social, telle est la proposition d'Emmanuel Macron afin de transformer la colère entendue en solutions acceptables par et pour tous et espérer que le jaune ne se transforme pas en rouge écarlate.

Hasard du calendrier, ce même jour, le violet déferlait aussi sur la capitale et dans la France entière. Mais apparemment cette couleur portée par plusieurs dizaines de milliers de personnes marchant calmement pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes n'a pas vraiment été dans le champ de vision des commentateurs ! Après #metoo, le mouvement #noustoutes lui succède pour dénoncer encore et toujours qu'une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-compagnon tous les trois jours, qu'une femme est violée toutes les sept minutes ; et balancer un monde qui oublie l'égalité femmes/hommes. Pourtant l'exclusion de facto de ces derniers puisque point de «#noustoutesetous» interroge sur le chemin qu'il reste à parcourir librement, idéalement ou utopiquement, ensemble.

Jaune et violet, couple de couleurs complémentaires pour exprimer ires et attentes de femmes et d'hommes mais défilant séparément ce 24 novembre. Un bien, un mal ? Difficile question. Mais mélangez jaune et violet et vous obtiendrez un ton de gris. Automnal ! ■

dominique.pietri@yahoo.fr

EN ORDRE, DISPERSÉS

Constitué par les députés de Pè a Corsica, des membres de LaRem plus ou moins en délicatesse avec la maison-mère, des ex de l'UDI, du PS et des radicaux, le huitième groupe de l'Assemblée nationale a-t-il été bien inspiré de se choisir pour nom «Libertés et territoires» ? À en juger par le traitement réservé à ses 16 membres, dans l'hémicycle comme dans ses dépendances, En Marge aurait sans doute été plus approprié. En fait de libertés et de territoires, alors que leurs assistants se voient parkés dans des préfabriqués, ces députés se trouvent en effet contraints de siéger un peu là où ils peuvent, éparpillés à la diable dans les travées de l'hémicycle où la présidence de l'Assemblée nationale n'aurait pas jugé bon de leur accorder un espace dédié. Pas plus qu'il n'a été estimé utile de leur procurer des bureaux qui se juxtent. Ce qui fait un peu sourire lorsqu'on se souvient que l'actuel président fut (très brièvement, il est vrai) ministre de la Cohésion des territoires. Mais il faut croire que, tout comme la charge et le titre qui y sont liés, cette noble préoccupation appartient pour lui à l'histoire ancienne.

Elle aussi classée sans suite par le parquet de Brest, qui sait ? ■ EM

Dans la nuit du 29 octobre dernier, la terre a tremblé dans l'Ouest de la France. L'épicentre a été situé à Redon. Aucun dégât matériel ou humain, et nul ne s'en plaindra. Pour que notre joie et notre reconnaissance à l'Éternel soient plus complètes, on nous annonçait le même jour que François Hollande aurait enfin trouvé la maison de ses rêves. Enfin ? Le mot dissimule à grand peine le «ouf» de soulagement de l'intéressé. Dire qu'on nous tenait dans la plus totale ignorance des affaires de ce pauvre homme et de sa compagne. Contraints, sous l'œil torve de madame Hidalgo, dans le crachin et les gaz de voitures, de cheminer d'asiles de nuits en chenils puceux pour déportés politiques et autres migrants loqueteux. Pourquoi nous avoir ainsi empêchés de leur apporter aide et soutien moral ? Qui a donné cet ordre inique ? Mélenchon serait-il dans le vrai lorsqu'il parle d'une justice aux ordres de l'Élysée ? Quoi qu'il en soit la résidence se trouve à Tulle. Pur hasard. Coïncidence n'ayant aucun rapport avec le maintien de l'inscription de François Hollande sur une liste électorale de Corrèze.

La chaumière apte à abriter deux cœurs, et plus si affinités, serait une élégante maison de la fin du XIX^e siècle. Antérieure donc aux Massacres de Tulle de juin 1943. Espérons, pour les heureux propriétaires que leur résidence ne sera pas chargée des horribles souvenirs dus à la division Das Reich, de sinistre mémoire. Ces vœux, que nous formulons en pensant tout particulièrement à Mlle Gayet, sont motivés par référence à un antécédent : Joséphine, ex de Beauharnais, alors Première dame de France auprès du 1^{er} Consul, couchait toujours de mauvaise grâce aux Tuileries. Elle prétendait qu'il y régnait une odeur de mort. Elle faisait là allusion aux locataires précédents : Louis XVI et Marie-Antoinette, guillotins en 1793... Au delà de l'anecdote, on dit qu'un compromis de vente aurait été signé. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Ce qui est bien dans l'ordre des choses. M. Hollande aura le temps de le calculer au mieux de ses intérêts le moment venu. Lorsqu'il lui faudra évaluer son patrimoine, avec retenues et décence pour postuler à la succession prochaine de l'actuel locataire de l'Élysée. ■ **Paulu Santu MUSÈ-PUGLIESI**

DE LA PRÉCARITÉ VERS LA MISÈRE

solidarité?

aiuto

rsaincertezza

pauvreté

disimpiecu

chômage

allocations

cdd

handicap

misere

ast ass asi

minima sociaux

disimpiecu asi

minima sociaux

puvertà

incertitude

restos du cœur

aah aiuto

pôle emploi

rsa

ICN a voulu savoir comment se traduisent dans la réalité, pour les associations, les mauvais chiffres de la pauvreté dans l'île, et voir également si d'autres problèmes échappent à la froide arithmétique des indicateurs...

Publié le 26 octobre, au nom de la commission des finances, le rapport sur le financement de l'aide alimentaire, présenté par les sénateurs Arnaud Bazin (LR) et Éric Bocquet (PCF) invite le président de la République à prendre une position claire à propos de la pérennisation du Fonds européen d'aide aux plus démunis (Fead). Ce fonds, qui finance actuellement 30 % des denrées alimentaires distribuées en France pourrait en effet être revu à la baisse de façon drastique d'ici 2021. Une perspective d'autant plus alarmante que les différentes associations qui viennent en aide aux plus démunis sont formelles : loin de régresser, la précarité a encore gagné du terrain. Au point d'ailleurs que certains observateurs, quotidiennement au contact des réalités de ce terrain, estiment que désormais, le terme de « précarité » n'est rien d'autre qu'un bien mince cache-misère. C'est donc dans un climat d'incertitude voire d'inquiétude qu'a démarré la campagne 2018-2019 des Restos du cœur. La 34^e, déjà. Lors de la précédente, au travers de leurs différentes antennes départementales, les Restos ont accueilli 860 000 personnes et distribué 130 millions de repas. En Corse, qui est une des zones où, comme dans le Massif central, des tournées en camion se sont avérées indispensables pour desservir des populations du rural de plus en plus isolées, les 381 bénévoles que compte la région ont reçu 3 824 personnes et servi 415 439 repas*. Au plan national, l'association fait état d'une présence de plus en plus marquée et de plus en plus préoccupante des jeunes parmi les personnes aidées : 38 % de moins de 18 ans et 12 % de personnes âgées de 18 à 25 ans, une proportion qui a doublé en l'espace de 5 ans. Cette représentation des moins de 25 ans s'est également accrue dans l'île, où pourtant les jeunes représentent tout juste 25 % de la population totale.

Pour autant, une détresse n'en chasse pas une autre, et la situation des autres publics ne s'est pas améliorée. Bien au contraire, à en juger par les chiffres de 2017 produits par le Secours catholique. À l'échelle nationale, l'association note que « la plus grande vulnérabilité des jeunes adultes » ne saurait occulter un autre fait, celui d'une « situation de fragilité croissante des seniors » : la proportion des 60 ans et plus a augmenté de 5 points entre 2010 et 2017, pour s'établir à une moyenne de 10 %. S'agissant de la Corse, sur les 2 000 foyers aidés par la délégation du Secours catholique, soit environ 6 000 personnes (dont 42 % de femmes seules, avec ou sans enfant), la part des 60 ans et plus est plus importante encore : en augmentation de 4 points sur 5 ans, elle a atteint 14 % l'an passé. Les 18-39 ans ont représenté pour leur part 30 % des personnes aidées dans l'île. Autre spécificité insulaire, la forte représentation des personnes en situation d'inactivité : elles représentaient 58 % des personnes rencontrées contre 49 % au niveau national et sur cette population la part des inaptitudes pour raison de santé [27 %] ou de préretraite [15 %] s'avérait plus élevée par rapport à l'ensemble des régions où on constatait des proportions de, respectivement, 12,1 % et 6,3 %. La délégation corse du Secours catholique a aussi relevé une forte proportion des personnes n'ayant aucune ressource [31 % contre 18,4 % en moyenne nationale] mais aussi de celles qui se trouvaient en situation de logement instable : 45 % en Corse contre 28,8 % au national.

Dans leur rapport, les sénateurs Bazin et Bocquet regrettent la quasi-absence du sujet de l'aide alimentaire du « plan pauvreté », alors disent-ils, qu'il s'agit d'une composante essentielle de la politique de lutte contre l'exclusion. Lacune jugée d'autant plus regrettable que les associations, désormais confrontées à nombre de difficultés [suppression de la « réserve parlementaire », baisse « brutale » du nombre de contrats aidés] sont les « indispensables piliers de cette politique publique »... On ne saurait mieux dire : pour un coût global de l'aide alimentaire en France estimé à 1,5 Md€ en 2017, seuls 31 % provenaient de financements publics (UE, Etat, collectivités, dépenses fiscales) ; 36 % de financements privés (particuliers et entreprises) et 33 % correspondaient à la valorisation du bénévolat au sein des associations humanitaires. Au vu du contexte économique et social, toute la question est donc de savoir ce qu'il adviendra quand particuliers, entreprises et associations, auront atteint les limites de ce qu'il leur est humainement possible de faire. ■ EM

*Corse-du-Sud : 233 bénévoles, 1922 personnes accueillies, 246 018 repas distribués ; Haute-Corse : 148 bénévoles, 1902 personnes accueillies, 169 421 repas distribués

CROIX ROUGE

DE LA PRÉCARITÉ À LA MISÈRE



Photo DR

Alors que l'île détient le triste record de la région métropolitaine la plus touchée par la pauvreté, à la délégation de la Croix Rouge de Corse-du-Sud on déplore une situation «dramatique» où les pauvres, toujours plus nombreux, sont devenus invisibles. Au point que le terme de précarité est dépassé.

Si les chiffres sont difficiles à établir précisément, selon la délégation locale de la Croix Rouge, ils seraient entre 70 et 120 sans-abris sur Ajaccio et ses environs. Une population qui a bien changé au fil des années et compte désormais de nouvelles catégories de personnes. En son sein, certains font ainsi partie de ceux qu'on qualifie de travailleurs pauvres, c'est-à-dire qui ont un travail mais ne gagnent pas assez pour pouvoir louer un appartement, et dorment dans leur voiture pour les plus chanceux. D'autres sont arrivés sur l'île pour un job d'été et n'ont pu en repartir faute de moyens suffisants. Et puis il y a aussi les «accidentés de la vie», propulsés hors d'un quotidien «normal» après la perte de leur emploi ou un divorce difficile. «On tombe dans cette situation très facilement», déplore Sylviane Herbaux-Volpelière, administratrice provisoire de la Croix Rouge de Corse-du-Sud. Le problème, c'est que ces gens dans la rue, on ne les voit plus même quand on passe à côté d'eux. Ça devient tellement habituel qu'on n'y fait plus attention». Mais, ajoute-t-elle, même parmi ceux qui ont la chance d'avoir un toit au-dessus de la tête, «certains galèrent tout autant». Et passent tout aussi inaperçus. «Alors que la pauvreté ne cesse de grandir en Corse, les pauvres sont devenus invisibles».

Avec 20,5% de sa population qui vit avec moins de 900€ par mois, l'île est le territoire le plus touché par ce fléau. Pour Sylviane Herbaux-Volpelière, la faute notamment à une conjoncture infernale où vieillissement de la population, taux de chômage chez les jeunes «hallucinant», et nombre exponentiel de familles monoparentales et de personnes isolées se côtoient au quotidien. Le tout aggravé par des minimums sociaux bien en deçà de la réalité du coût de la vie sur l'île. «Le minimum vieillesse, par exemple, c'est 868€ pour une personne seule. Quand on a un loyer et les factures à payer on ne peut pas s'en sortir. Pire, 70% de nos bénéficiaires sont des femmes corses seules de plus de 70 ans. Ces femmes n'ont jamais travaillé, car à l'époque elles restaient à la maison pour élever les enfants, et n'ont qu'une pension de réversion de 688€. Quand on fait le total de ce qu'elles reçoivent et de ce qu'elles dépensent, pour

beaucoup, il leur reste entre 130 et 150€ par mois pour vivre».

Face à une situation «dramatique», Sylviane Herbaux-Volpelière ne mâche donc pas ses mots: «Il faut qu'on arrête de parler de précarité et qu'on commence à parler de pauvreté et de misère. Et cette misère, elle s'accroît vraiment en Corse. Il y a des moments où je me dis qu'on est revenu fin XIXe siècle», lâche-t-elle.

Pour tenter de lutter contre l'oubli de ces «invisibles» et de leur apporter un peu de courage au quotidien, la Croix Rouge et les autres associations sociales de l'île ont souhaité mutualiser leurs moyens. «On travaille tous dans le même sens, il faut donc qu'on travaille ensemble. C'est pour cela que la CLE* a été créée par le Dr Pernin», rappelle l'administratrice de la Croix Rouge qui souligne le consensus rencontré sur le sujet avec les institutions insulaires. «Il y a une réelle implication de tous sur la pauvreté, une volonté de dialogue, de construire quelque chose ensemble. Maintenant, un des enjeux fondamentaux sera de trouver les racines de cette misère». ■

Manon PERELLI

*Coordination interassociative de lutte contre l'exclusion

AJACCIO: BIENTÔT DES MARAUDES MÉDICALISÉES

Vivre dans la rue et se faire soigner ne vont pas souvent de pair. Au point que certains bénévoles ajacciens racontent avoir rencontré des cas de diabète sévère ou de maladies tout aussi importantes non traités, et même des personnes dont les blessures étaient infestées de vers. «Au bout d'un moment on est éloigné de tout, on ne se rend plus compte de rien, on ne veut pas demander d'aide et la situation ne fait que se dégrader». En collaboration avec Médecins du Monde, l'antenne de Corse-du-Sud de l'association a donc décidé d'instituer une maraude médicalisée à Ajaccio. Bientôt opérationnelle, elle sillonnera les rues un soir par semaine. «Mais cela ne veut pas dire qu'on va faire de la médecine de guerre, avertit la représentante de la Croix Rouge. C'est une structure qui est faite pour que ces gens reviennent peu à peu vers les circuits de soins». ■ MP

«Et cette misère, elle s'accroît vraiment en Corse. Il y a des moments où je me dis qu'on est revenu fin XIXe siècle»

SECOURS CATHOLIQUE

DÉVELOPPER L'ACCOMPAGNEMENT

À l'occasion de la présentation de son enquête nationale annuelle sur la pauvreté, l'association a tiré la sonnette d'alarme à propos de la multiplication des renoncement aux droits. En cause, des démarches qui se complexifient.

Révéle par la délégation de Corse du Secours catholique, à l'occasion de la présentation de son rapport statistique annuel sur la pauvreté, le chiffre, est toujours aussi alarmant. Loin de reculer, la pauvreté touche aujourd'hui 20,5% de la population corse. Si bien qu'en 2017, la délégation insulaire de l'association indique avoir rencontré plus de 2000 situations de précarité dans ses accueils. Or, dans le même temps, un nouveau constat a été dressé: les non-recours aux droits sociaux se multiplient. L'explication tient à des parcours de plus en plus complexifiés et difficiles. «*Les gens n'arrivent pas à faire leurs démarches, à remplir tous leurs papiers et donc ils abandonnent*», explique Germaine Bourdais, déléguée du Secours catholique pour la Corse, en fustigeant «*un vrai parcours du combattant*». «*Tout est compliqué et démultiplié. Beaucoup d'organisations doivent bouger en même temps pour que la situation d'une personne évolue*», déplore-t-elle. «*Dans les démarches administratives, il n'y a plus rien d'humain*», note pour sa part Michel Kemel, le président de la délégation de Corse, en insistant: «*Le tout-numérique ne va faire qu'amplifier ce système d'exclusion*».

Face à cette complexité kafkaïenne du système, décourageante pour des personnes fatiguées qui ne croient plus en elles, il est nécessaire pour l'association de mettre l'accent sur un accompagnement renforcé. «*Il faut un référent pour accompagner une personne dans toutes ses démarches, dans tous les domaines. Ce référent prendrait le temps d'écouter la personne, son projet, son parcours de vie et ce dont elle a envie et l'accompagnerait ensuite pour arriver à cela*».

En attendant qu'un tel accompagnement soit mis en place à un niveau plus institutionnalisé, l'association entend développer ce projet avec ses bénévoles afin de faire «*passer de l'autre côté*» ceux qui viennent lui demander de l'aide en les incitant à surmonter les difficultés et en leur apprenant à devenir plus autonomes. «*Il faut le faire avec chaque personne en fonction d'où elle en est et de ce qu'elle a la capacité de porter*, souligne Germaine Bourdais. Si, au

moment où elle est le plus en difficulté, une personne est accompagnée tout au long de son parcours, je pense qu'elle s'en sortira beaucoup plus facilement».

Alors que la délégation insulaire de l'association dispose d'un budget annuel de 500 000 €, seulement un peu plus de 100 000 € provient de dons locaux. La générosité des Corses serait-elle inférieure à la moyenne nationale? Pas sûr. Pour Germaine Bourdais, il y a surtout une méconnaissance des actions de l'association. «*Les gens sont convaincus que l'on n'aide que les catholiques. Mais ce n'est pas vrai. On ne regarde pas l'origine ou la religion de ceux qui viennent pour nous demander de l'aide. C'est l'un des principes de l'association*, indique-t-elle en insistant: *on peut même être bénévole tout en étant d'une autre religion*».

Au quotidien, l'association mène des actions à plusieurs niveaux. Tout d'abord, en cas de situation d'urgence, elle distribue des bons d'achat pour venir en complément des colis alimentaires distribués par d'autres associations. Dans certains cas, l'association peut aussi aider à payer un loyer ou à engager une formation professionnelle. Enfin, chaque jour des bénévoles sont présents pour aider les bénéficiaires à effectuer leurs démarches ou encore pour partager un moment avec eux. À l'instar de l'accueil café mis en place à l'antenne d'Ajaccio tous les matins – sauf le mercredi – où les personnes sans domicile fixe ont aussi la possibilité de prendre une douche. «*C'est un relais*», sourit Michel Kemel

Aujourd'hui, le Secours catholique de Corse compte 10 antennes à Ajaccio, Calvi, L'Île-Rousse, Bastia, Lucciana, Corte, Ghisonaccia, Porto Vecchio, Sartène et Propriano. Malgré tout, les territoires ruraux restent assez mal couverts. «*Il faudrait travailler plus dans les villages, par exemple en Castagniccia où il n'y a personne*», détaille Michel Kemel. Pour ce faire, la délégation corse, déjà forte de 3 salariés et de 200 bénévoles, lance un appel à ceux qui veulent s'impliquer pour lutter contre la pauvreté, afin qu'ils viennent à renforcer ses rangs. ■ **Manon PERELLI**

« Dans les démarches administratives, il n'y a plus rien d'humain »



Photo Manon Perelli

AIUTU STUDIENTINU

PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

À Corte, l'association Aiutu studentinu ne peut que poser le constat d'une précarité bien installée sur le campus. C'est en tout cas ce qu'indique la fréquentation de son épicerie solidaire.

« Les demandes continuent de croître, confirme le président de l'association, Rudy Pouly, 22 ans, étudiant en 2^e année d'information et communication. Depuis le mois de septembre, plus de 60 étudiants se sont présentés à nous, soit deux fois plus que l'an dernier. Lors de la permanence du mardi, il n'est pas rare de se retrouver avec une quarantaine d'étudiants à l'épicerie ». Pour faire face à cette affluence, l'Aiutu studentinu a essentiellement et « constamment besoin de consommables : denrées alimentaires, produits d'entretien et d'hygiène, vaisselle, linge de maison ou petit électro-ménager... bref, tout ce dont les étudiants ont besoin pour vivre ». Pour garnir ses rayons, l'épicerie reçoit les dons de particuliers comme d'entreprises et, s'agissant plus particulièrement de l'approvisionnement alimentaires, l'association a régulièrement recours à des « opérations caddy » dans les grandes surfaces, en faisant appel à la générosité des consommateurs. Si pour ce faire elle mobilise ses membres et sympathisants bénévoles, elle s'appuie beaucoup sur les syndicats étudiants, « je salue la Cunsulta di a Ghjuventu Corsa [CGC] et la Ghjuventu Paolina [GP] pour l'aide qu'ils nous fournissent depuis toutes ces années dans l'organisation de ces opérations », souligne Rudy. En octobre, grâce à la CGC, nous avons obtenu 13 chariots de denrées ! En décembre, la GP doit à son tour organiser une opération caddy ». Cela dit, même de façon plus marginale, l'aide apportée peut aussi être d'ordre pécunier, « nous avons donc aussi quelques besoins financiers. L'an dernier, grâce au restaurant le Passa tempu qui nous avait généreusement permis d'organiser une soirée, nous avons récolté environ 1700 €. Pour cette année, depuis septembre, nous avons pu collecter 700 € de dons de provenances diverses ».

L'association est née en avril 2001, en réponse à l'émergence croissante d'une précarité étudiante à l'Università di Corsica, avec pour objectif de mener, de concert avec les assistantes sociales du campus, une action « apolitique, désintéressée et surtout fraternelle ». En 2014, elle se voyait décerner le prix du jury, dans la catégorie « organisations de moins de 50 personnes » lors de la première finale nationale des Trophées Caractères, lancés par la mutuelle Solimut et le quotidien Libération afin de récompenser des initiatives solidaires. Rudy l'a rejointe voilà trois ans, et il observe que, loin de s'essouffler, elle semble connaître un nouvel élan. « Lorsque je suis arrivé à l'Aiutu, nous étions en pleine période de passation du bureau et nous n'étions pas plus de trois membres pour assurer les permanences. Désormais, nous sommes une quinzaine et nous ne cessons de voir l'arrivée de nouveaux membres. Et la rénovation de notre épicerie solidaire a été un événement des plus importants : c'était un vieux garage poussiéreux dans lequel nous devions accueillir les étudiants en plein hiver, avec seulement un chauffage électrique

d'appoint pour se chauffer. Nous n'avions aucune isolation. Nous avons pu peindre le local et surtout pu faire poser une porte vitrée. Les permanences se passent dans de meilleures conditions et notre épicerie solidaire a meilleure allure ». Il note, aussi, que « l'Aiutu studentinu commence à sortir de l'ombre », ou en tout cas à faire parler de plus en plus d'elle. « C'est bon signe, c'est même le but. Plus nous sommes connus et plus nombreux sont les étudiants dans le besoin que nous pouvons aider ».

Au delà d'apporter une aide matérielle, le but de l'Aiutu Studentinu est aussi de contribuer à rompre l'isolement social, de créer ou resserrer des liens dans la communauté étudiante. Dans cette optique, l'association a quelques projets. « Nous avons, par exemple, l'idée d'organiser une soirée pâtes au restaurant universitaire de Grossetti, le but étant de rassembler les étudiants, insulaires et internationaux, autour d'un petit repas dans une ambiance conviviale. J'aimerais aussi organiser un tournoi de futsal : ça serait l'occasion de créer un événement festif ou du moins distrayant, tout en nous permettant de collecter des dons et ainsi continuer d'apporter une aide qu'on souhaite toujours plus chaleureuse aux étudiants en situation de précarité ». ■ Jean-Paul MILLELIRI



Photos DR

« Lors de la permanence du mardi, il n'est pas rare de se retrouver avec une quarantaine d'étudiants à l'épicerie »

DÉCHETS

CEUX QUI PARTENT ET CEUX QUI ARRIVENT

Alors que la Corse s'apprête à exporter, à grands frais, ses déchets, la Sardaigne pour sa part se retrouve à devoir «héberger» ceux produits dans d'autres régions, dont la Campanie.

Un fait dénoncé à grand bruit par le député Unidos Mauro Pili qui n'hésite pas à parler «d'outrage environnemental» fait à la Sardaigne.



La polémique a démarré le 19 novembre dernier avec la publication d'un article illustré de photographies sur la page Facebook du député. Il y est fait état d'un inquiétant trafic de camions en provenance du continent et à destination d'implantations de traitement des déchets de l'île. L'alerte aurait été lancée par des personnes ayant fait le voyage en mer à bord d'un navire transportant des camions bâchés d'où s'échappaient des émanations particulièrement méphitiques. Au point que certains passagers ont jugé utile de pister ces véhicules pour connaître leur destination exacte, en n'omettant pas de les photographier. Il s'est avéré que les camions prenaient la direction d'une unité d'enfouissement située à Olbia ou celle d'une décharge implantée à Carbonia. Ce qui peut paraître étonnant, dans le cas de l'unité de Santa Spiritu, à Olbia, c'est que quelques mois auparavant, *La Nuova Sardegna* avait fait état de sa situation alarmante: l'implantation, qui reçoit les déchets organiques de 14 communes était arrivée à saturation et le seuil hebdomadaire de déchets qui y sont acheminés, avait été abaissé en urgence, passant de 417 à 240 tonnes alors que les besoins réels avaient été estimés à 1000 tonnes par semaine. Quant au chargement des camions, il s'agirait de déchets divers mais surtout [et ce dernier point a été confirmé par les responsables de l'implantation de Santu Spiritu] de boues d'épuration, transportées depuis le Latium et la Campanie. Cette dernière provenance n'a pas manqué d'alarmer Mauro Pili: faut-il craindre de voir la Sardaigne devenir une annexe de la Terra dei fuochi*? À vrai dire, pour le député, la question est presque de pure rhétorique: quelle logique y aurait-il, sinon, à trimballer des déchets anodins par la route puis par mer de Caserte jusqu'à Olbia, sur plus de 830 km, pour un coût sans doute astronomique? La même logique, répondront d'aucuns, que celle qui consiste à expédier (du moins pour un temps) les déchets de la Corse vers Poitou-Charentes ou le Gard... Certes, c'est pas faux... À ceci près que si les futures exportations de la Corse ont été largement annoncées et commentées dans la presse locale comme nationale et sur les réseaux sociaux, les expéditions en partance du Latium et de la Campanie vers la Sardaigne n'avaient fait l'objet d'aucune communication avant que leur fumet ne vienne affoler certains voyageurs. Depuis, la presse s'est emparée du sujet et quelques élus se sont émus, notamment des représentants locaux du mouvement Cinque stelle (M5S) qui ont tenu à souligner que l'implantation de Spiritu Santu faisait encore une fois l'objet de polémiques et qu'il était nécessaire de faire

toute la clarté sur cette histoire, dans un souci de préservation et de l'environnement et de la sécurité des citoyens. Ce qui leur a surtout valu un très vilain revers de fond de court, asséné de bon cœur par le responsable du Cipnes, consortium industriel gestionnaire de l'installation de Spiritu Santu. Celui-ci a en effet eu beau jeu de rappeler qu'en fait de préservation de l'environnement, les parlementaires M5S ont récemment approuvé comme un seul homme le Decreto Genova qui prévoit notamment d'autoriser l'épandage de boues d'épuration présentant des taux de substances toxiques plus élevés que les normes qui avaient prévalu jusqu'alors. Et d'ajouter qu'au moins, les boues acheminées jusqu'en Sardaigne ne seraient pas épandues mais enfouies. Par ailleurs, a indiqué le directeur du Cipnes, ces entrées de déchets sont parfaitement conformes à la législation européenne et ne représentent finalement que 30 à 40 tonnes par semaine, ce qui est finalement minime au vu des tonnages hebdomadaires accueillis.

En somme, beaucoup de bruit pour rien? Le 23 novembre, une motion a été déposée devant l'Assemblée sarde, pour exiger que l'arrêt des entrées de déchets, de quelque nature que ce soit, en provenance de la péninsule. Et le 27 novembre, toujours sur Facebook, Mauro Pili publiait les noms des deux groupes qui, affirme-t-il, organiseraient l'expédition des déchets vers la Sardaigne et seraient déjà connus pour avoir été parmi les protagonistes de l'affaire de la Terra dei fuochi, en lien direct avec la Camorra. ■ EM

* Utilisée pour la première fois en 2003 dans le rapport Ecomafia de la Legambiente puis reprise par le journaliste Roberto Saviano, notamment dans son ouvrage Gomorra, l'expédition Terra dei fuochi se réfère au scandale de l'enfouissement et de l'incinération sauvages de déchets industriels toxiques, mis en œuvre par des entreprises aux mains des camorristes, près de Naples et Caserte.

Sources: La Nuova Sardegna, Gallura Oggi, Olbia.it, page Facebook Mauro Pili



Photo DR

L'Assemblea di a Giuventù en Sardaigne

Après avoir engagé des échanges en avril dernier avec le conseil d'administration du Conseil des jeunes valdôtains, puis en juin dernier avec l'euro député Brando Benifei, une délégation de l'Assemblea di a giuventù a participé le 24 novembre au 3^e meeting du Conseil des jeunes sardes. ■

LE CONSEIL EXÉCUTIF DEMANDE LE GEL DES AUGMENTATIONS SUR LE CARBURANT

Le 27 novembre à Ajaccio, le Conseil exécutif de Corse s'est penché sur «*la situation politique, économique, et sociale des dernières semaines*», déclenchée entre autres par l'annonce d'augmentation de carburant au 1^{er} janvier 2019. En réponse aux attentes des divers mouvements, il a demandé le gel des augmentations prévues, et «*que soit mise en place une instance pluripartite chargée d'identifier à bref délai les raisons du surcoût du carburant actuellement assumé injustement par les automobilistes insulaires, par les Corses et par la Collectivité de Corse.*» ■

Les chiffres de la semaine

239 170 €

C'est le coût hors taxes du déploiement des espaces numériques de travail (ENT), tableaux et classes mobiles qui seront tous installés dans les 32 écoles municipales d'Ajaccio d'ici fin 2019. Leur financement est assuré à 50% par l'UE, 5,3% par le CPER et 44,73 % par la ville.

FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le 26 novembre, l'amphithéâtre de l'IUT de Corse accueillait un colloque sur le financement des énergies renouvelables. Organisé à l'initiative de la filière énergie de l'Université de Corse, il a permis aux étudiants, professionnels et associations d'échanger avec Camille Fabre, directeur régional de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), et Jean Biancucci, président de l'Agence d'urbanisme, d'aménagement et de l'énergie (AUE) de la Corse, autour des enjeux de l'autonomie énergétique et des retombées économiques et sociales que peuvent générer les énergies renouvelables. Or si le potentiel est bien réel, ce business est pour l'heure trop peu développé par les insulaires. Les bénéficiaires partent donc vers d'autres régions ou pays. Mais développer des projets d'envergure a un coût. Aussi, explique Jacques Quantin, intervenant en ingénierie écologique à l'Université de Corse, «*ce colloque vise à éclairer sur de nouvelles pratiques de financement des énergies renouvelables, qui prévoient une participation forte des acteurs territoriaux, des collectivités locales et des citoyens. L'idée étant que les revenus générés par l'exploitation des énergies renouvelables puissent rester en Corse. Il y a plusieurs moyens pour les citoyens de participer, en suscitant l'émergence de projets ou en contribuant à leur développement et leur financement. Il existe aussi différents outils de financement, en phase d'exploitation de ces projets. En Corse, on évalue actuellement l'épargne à 7 Md€. Si on prend l'exemple du livret A, il est aujourd'hui possible d'avoir des taux bien meilleurs en investissant dans les énergies renouvelables.*» Pour Camille Fabre, «*l'objectif de 100% d'énergie renouvelable que tout le monde souhaite atteindre d'ici 2050, et qui est inscrit dans la programmation pluriannuelle de l'énergie nécessite l'investissement de tous et, aujourd'hui, en Corse, nous sommes en retard sur ces objectifs. Les projets qui se développent ne font pas, ou peu, appel au financement participatif ou au financement des collectivités. Pour nous, aujourd'hui c'est le démarrage d'une réflexion, nous voulons mobiliser les acteurs et exposer les moyens. L'Ademe met en place plusieurs dispositifs pour l'émergence des projets, pour réaliser des études de faisabilité en amont, qui vont définir la faisabilité technique et surtout la mobilisation des acteurs du territoire. Ainsi nous avons des études qui sont conduites, notamment au Pôle d'équilibre territorial et rural de Balagne, pour accompagner des projets les plus citoyens et participatifs possible*». Et l'AUE, assure Jean Biancucci «*apportera tout son soutien et ses compétences techniques pour développer ces projets. Il est important d'avoir une vision globale sur le sujet et de devenir créateur de richesse par ce développement énergétique*». ■ Pierre PASQUALINI



Photo MP

Entretien avec Jean-Luc MILLO Président de la section locale du Syndicat National des Territoriaux CFE-CGC et membre du Comité Technique de l'ex-Collectivité Territoriale de Corse.

Le 6 décembre 2018, les agents publics de la Collectivité de Corse seront appelés à choisir leurs représentants du personnel siégeant dans les organismes consultatifs. Comment s'annoncent ces élections professionnelles ?



Jean-Luc MILLO : Il s'agit d'élections capitales puisque ce sont les premières pour cette collectivité nouvelle, issue de la fusion de trois collectivités : l'ex CTC et les deux conseils départementaux. Plus de 4300 agents sont appelés à voter. L'équivalent de la 3^{ème} ville de Corse ! Les représentants du personnel sont là pour défendre ces agents et garantir leurs droits. L'enjeu de ces élections est d'autant plus important que les dossiers de l'action sociale, du temps de travail et du régime indemnitaire des personnels doivent être harmonisés avant le 1er juillet 2019. C'est pourquoi, bien que la campagne dure officiellement 6 semaines du 26 octobre au 5 décembre 2018, nous sommes sur la brèche depuis le 1er janvier. De plus, nous partons de loin car nous sommes le plus petit syndicat. Il a donc fallu se mobiliser, recruter, se former... Nous avons des relais un peu partout à présent, ce qui nous permet de nous déplacer à plusieurs et nous avons un excellent retour de terrain.

Le scrutin étant régional nous nous efforçons d'aller voir l'ensemble des sites, ce qui est très long mais nous faisons également du phoning et envoyons des messages par intranet.

Quel message faites-vous passer au cours de cette campagne très active ?

Jean-Luc MILLO : Mon organisation syndicale est en décalage total avec les options prises par l'administration, qui veut remettre en cause un certain nombre d'acquis sociaux. Et nous sommes également en décalage avec les autres actions syndicales qui pour l'instant se cantonnent à des prises de position favorables et valident les choix de l'administration. Car les agents n'ont pas demandé à être dans la collectivité unique. Jusqu'au 31 décembre 2017, ils étaient dans leurs bureaux ou à l'extérieur sur le terrain, satisfaits des régimes, des horaires acquis. Or, depuis le 1^{er} janvier 2018, il y a un réel danger qui plane au-dessus de leur tête. Donc nous disons, premièrement, qu'il y a des acquis sociaux pour tous les personnels, qui ne peuvent être remis en cause. Deuxièmement, que l'harmonisation des régimes, puis qu'harmonisation il doit y avoir, doit se faire par le haut. La Collectivité unique s'est emparée du budget des trois ex-collectivités, donc l'argent existe, il n'y a aucune raison d'aller puiser dans le budget de fonctionnement des personnels pour faire des économies sur leur dos ! Un alignement par le haut cela veut dire qu'il faut trouver les voies et moyens, en tenant compte des différences propres de ces trois anciennes collectivités qui ont travaillé à leur manière depuis des années, d'atteindre ce qu'on appelle une valeur cible pour remonter la valeur moyenne. Le tout dans le respect des acquis sociaux.

Et l'administration ne veut pas entendre ces revendications. Elle considère qu'il existe des « privilèges issus du clanisme », notamment dans les deux ex-CD. Conséquence, depuis le mois de juillet, il y a un net recul social. La collectivité unique a par exemple atomisé le personnel en excluant 25 % de ses agents de l'action sociale, tout en se gargarisant d'avoir augmenté le budget de 800 000 €.

Des privilèges, il n'y en a pas, des privilégiés non plus ! Il y a simplement des acquis sociaux. Face à la désespérance de certains de nos collègues qui pour la plupart se taisent, nous avons choisi de porter leur voix, sans polémique. Nous ne sommes pas un syndicat politique, nous ne combattons pas l'Exécutif légitimement élu, nous sommes simplement des personnels pour qui le combat syndical est une cause juste et noble.

Qui sommes nous ?

- Un syndicat apolitique, libre et qui s'engage à vos côtés
- Un syndicat qui tient parole
- Un syndicat qui se bat pour la préservation des droits acquis des personnels
- Le syndicat des agents pour les agents !

NOS ENGAGEMENTS

- Défense des acquis sociaux
- Harmonisation des Régimes Indemnitaires par le haut
- Organisation du travail et des conditions de travail
- Prévention des risques psychosociaux
- Prestations sociales étendues à l'ensemble des agents
- Intégration des ATTE dans le cadre des adjoints techniques territoriaux

Faites-vous respecter !
VOTEZ SNT !

Tél: 06 23 85 13 27

Mail: cfe-cgc@ct-corse.fr



CONTEMPORAINS & ATYPIQUES
300 MODÈLES
TROUVEZ LE VOTRE

CONFIGUREZ VOTRE PISCINE EN LIGNE

www.corsepiscine.com

06 43 73 07 40

Confiez-nous la sécurité de votre entreprise !
Votre pack sécurité alarme et vidéosurveillance

POUR 99€ HT/MOIS.



Offrez le meilleur accueil à votre entreprise,
Confiez-nous votre standard téléphonique IP !
Votre pack téléphonie et internet en illimité

POUR 99€ HT/MOIS.



Réduction de vos factures,
musique d'attente personnalisée
renvoi d'appel, conférence



04 95 46 85 69
contact@espacecorsesecurite.fr
www.ecs.corsica

Installation sur toute la Corse!

Alarmes, Vidéosurveillance, Automatisation, Contrôle d'accès, Coffres-forts, Téléphonie entreprise



SAM MILLAR

UNE COLÈRE TRANQUILLE

De passage à Ajaccio à l'occasion du festival Under my screen, l'homme de Belfast s'est prêté de très bonne grâce à l'exercice de l'interview. Irlande, politique, écriture et un humour pas vraiment éloigné de la macagna étaient au menu.

Propos recueillis par Eric PATRIS

Ce qui frappe dans vos livres, c'est la colère qui vous anime. Pas la fureur aveugle ni la rage, mais une colère profonde, «tranquille», dirigée vers un but. Vous étiez un enfant en colère?

Non. Je suis quelqu'un doté d'un heureux caractère. Mais peu de temps après le Bloody Sunday¹, des unionistes ont assassiné un de mes amis pour la seule raison qu'il était catholique. Dans ma famille de républicains, j'étais la brebis galeuse : ils ont tous étudié, moi j'avais horreur de l'école, je préférais les filles et la musique à la politique. Le Bloody Sunday et la mort de mon ami ont changé tout ça. On se faisait déjà emprisonner et tuer uniquement parce que nous étions catholiques, je me suis dit qu'on pouvait leur donner une raison de plus. On me demande souvent si je pardonne les choses qui me sont arrivées. Je pardonne aux soldats britanniques, pas aux matons, à ceux qui torturaient, battaient, humiliaient les détenus. Ceux-là, je ne leur pardonnerai jamais. Rien qu'une semaine à subir ce traitement change un homme à jamais.

Votre vision du monde présente pas mal de points communs avec celle d'un auteur américain, que vous appréciez, d'ailleurs, James Lee Burke...

C'est effectivement la même colère contre l'establishment, contre l'injustice, contre tous ceux qui font passer sous le tapis des actions qui devraient normalement leur valoir de gros ennuis.

La prison vous a pris beaucoup. Peut-on dire, même maladroitement, qu'elle vous a apporté?

Elle m'a donné une conscience politique. Grâce aux profs détenus en même temps que moi, à mes lectures, j'ai acquis une culture. Elle m'a permis de mettre des mots, d'expliquer ce que je ressentais à propos de la situation en Irlande.

Dans On the Brinks², on se surprend souvent à rire franchement à la lecture de certains épisodes dramatiques et violents de votre existence.

J'ai toujours aimé voir le côté comique des choses, je me suis toujours marré, même en prison. Quand ils se mettaient à six pour me matraquer, ça me faisait penser aux Monty Python. Il me fallait rire.

L'humour comme moyen de survie?

Oui, le rire a certainement été un moyen de survie. Dans mes bouquins, je raconte des choses dures, violentes, je ne veux pas déprimer les gens, en plus.





« Pour moi, écrire consiste à être la voix de ceux qui ne parlent pas. »

Devenir écrivain était-il votre seul rêve de gamin?

Comme tous les enfants, je rêvais d'être un super-héros, mais je n'ai jamais cessé de vouloir devenir un écrivain. Ça a toujours été mon unique but, même si ça me semblait très peu probable d'y arriver, parce que pour moi un écrivain ne pouvait pas venir de la classe ouvrière.

Pourquoi avoir choisi d'écrire des polars?

J'ai commencé par la comédie. Par un livre qui me faisait rire alors même que je l'écrivais. Un soir de Noël, l'éditeur m'a rendu le manuscrit en me disant « c'est le pire bouquin que j'ai jamais lu ». J'étais encore en train d'encaisser quand il a sorti le manuscrit de *Redemption Factory* que j'avais envoyé en même temps. Il m'a dit « Ça, j'aime, c'est bon. C'est toi ».

Un critique a dit que que vous écriviez « comme on se venge : avec urgence, calcul et précision ». Êtes-vous d'accord avec cette présentation?

Je vois plus mes livres comme une manière de redresser les torts. Pour moi, écrire consiste à être la voix de ceux qui ne parlent pas. Par exemple, il y a une culture macho dans l'Ira: on ne parle pas de ce qu'on a subi en prison, des humiliations, de la torture, des coups, des matons qui vous collent un doigt dans le cul. Depuis qu'*On the Brinks* est sorti, je reçois la veste de femmes, d'épouses, de petites amies qui me disent avoir enfin compris pourquoi leur mec avait changé, pourquoi il restait silencieux sur sa vie en prison. Il faut en parler. Pour cette raison, et aussi parce que si personne n'en parle, ça permet à ce genre de sévices de continuer. Je suis le seul à évoquer la choses dans mes livres. Les écrivains nord-irlandais n'utilisent jamais deux mots ensemble: « terrorisme » et « britannique ». Ils savent que ça existe mais ils ne l'écrivent jamais: ils ont peur que ça leur ferme des portes en Grande Bretagne, peur de ne pas gagner de prix, de moins vendre, d'être malvus. Ce sont des lâches.

C'est plutôt pessimiste, comme vision, non?

Ce sont des lâches à 99,9%. Je le leur dis, en plus, j'ouvre ma grande gueule. Mon éditeur me répète que si je disais moins ce que je pense, beaucoup de choses changeraient pour moi. Bon... *On the Brinks* a été interdit en Grande Bretagne, mais comme il a été interdit il s'est vendu deux fois plus...

Écrire est un job comme un autre pour eux...

Exactement. Mais ce n'est pas qu'un métier: quand on a ce don, c'est pour faire passer un message, pour exprimer quelque chose.

Vous avez affirmé que votre survie comme détenu nationaliste à Long Kesh⁴ devait plus à l'entêtement qu'au courage. Pourtant, ne pas baisser pavillon face à une force immensément supérieure s'assimile au courage, non?

J'ai toujours été têtu. L'entêtement, la force, me sont venus gamin. Quand je me battais contre les protestants parce que j'étais catholique, et contre certains catholiques, parce que mon grand-père et mon nom étaient protestants. C'est cette faiblesse qui m'a rendu entêté et fort. C'est pour ça aussi que je refuse tout compromis.

Dans votre esprit, la colère et l'entêtement sont les clés de la réussite pour une lutte politique?

Oui. Sans la colère, on ne peut pas mettre tout son cœur dans la lutte.

Et la violence?

J'ai souvent demandé à des gens qui prêchaient une évolution pacifique combien de temps ils resteraient non-violents si on se mettait à les tabasser ou à les tuer sans raison. En Irlande, la violence venait des Britanniques et des unionistes bien avant que l'Ira n'existe. Sans la violence, nous n'avions aucune chance. J'admire les Catalans pour ça. Le cas de la Corse est un peu compliqué vu de l'extérieur.

Vous semblez quelque peu sévère envers les accords du Vendredi saint...

Oui. Je les vois comme un désastre, comme le Mauvais Vendredi⁵. Les leaders comme Gerry Adams ont réussi à donner à la Grande Bretagne ce qu'elle n'avait pas réussi à obtenir pendant les années de guerre.

Même pessimisme en ce qui concerne le Brexit?

Le bon côté du Brexit, c'est que les Britanniques se rendent ridicules. Le monde entier se moque enfin d'eux.

Ils sont partis sur ce bluff du Brexit et quand ils ont gagné par surprise, ils se sont dit « Merde, qu'est-ce qu'on fait maintenant? » Plus sérieusement, ça ne changera rien en bien d'après moi: pour commencer, je suis européen avant tout, l'UE nous a apporté énormément de choses dont des lois. En Grande-Bretagne, les brexiters du sommet, les millionnaires, se foutent du résultat, ils ont déjà des maisons partout en Europe, ça ne changera rien à leur vie... J'ai de la compassion pour le peuple britannique, en revanche, la classe ouvrière qui va se faire baiser comme d'habitude. En Irlande du Nord, le Dup⁶ et les unionistes seront plus puissants, à moins que ça ne réveille le géant assoupi, le républicanisme irlandais...

Dans *The Dark Place*⁷ votre personnage principal, Karl Kane, plaisante en disant que les bombes et les fusillades n'avaient pas autant les habitants de Belfast que les agressions et l'insécurité. C'est une réalité ou une vue de votre personnage?

C'est une réalité. Pendant la guerre, les gens avaient la paix. Il n'y avait pas de crime à proprement parler, parce que tout le monde avait peur d'en commettre un. Un peu comme dans certains quartiers italiens paisibles où on se tient tranquille à cause de la mafia. Depuis la paix, c'est cauchemardesque, avec l'explosion de choses qu'on n'aurait jamais imaginées avant: drogue à l'école, agressions en bande, etc. Et c'est aussi la fin des voisinages soudés, de la communauté: les portes se ferment le soir, c'est un peu devenu le chacun pour soi. Certains ont demandé que la « justice de communauté » reprenne ses droits, ça a conduit à des exécutions sommaires.

Lire et écouter du Motown vous ont toujours permis de rester à flot. Hormis ces deux choses, qu'est-ce qui rend Sam Millar heureux?

Très peu de choses: mes chats, mes enfants, et quelquefois ma femme. Et puis la surprise renouvelée d'être invité partout, de me retrouver en Corse. de profiter de l'instant. ■

1 Ou Domnach na fola en gaélique. Le dimanche 30 janvier 1972 à Derry en Irlande du Nord, 14 manifestants pacifiques furent tués par des tirs de l'armée britannique et 14 autres blessés. Sam Millar était présent. 2 Autobiographie de Sam Millar. 3 Autre nom de la prison de Maze, où étaient détenus les prisonniers politiques d'Irlande du Nord. 4 En anglais, le Vendredi saint se traduit par « Good Friday ». 5 Democratic Unionist Party ou Parti unioniste démocratique. De ligne très conservatrice, il est majoritaire à l'heure actuelle. 6 Paru en français sous le titre suivant: Le Cannibale de Crumlin Road.

Né en 1958 à Belfast en Irlande du Nord, Sam Millar a connu la prison plusieurs fois. Tout d'abord à Maze, pour son appartenance à l'Ira. Il a fait partie des *Blanket Men*, ces détenus politiques qui refusaient d'endosser l'uniforme des prisonniers de droit commun et qui, en repréailles, furent traités de manière particulièrement inhumaine par l'administration britannique. Il y été détenu 8 ans. Il a ensuite résidé aux USA, où il a conçu et exécuté en 1993 un des plus gros braquages de l'histoire des États-Unis. Condamné, il a passé deux ans en prison, avant d'être gracié par Bill Clinton. Depuis son retour à Belfast, il est écrivain et dramaturge et rencontre un succès certain. ■

LOGEMENT ÉTUDIANT

LE CROUS RACHÈTE L'ANCIEN DISPENSAIRE



Un compromis de vente a été signé le 27 novembre dernier avec la CdC, propriétaire du bâtiment. Après démolition de ce dernier, une résidence universitaire de 100 studios sera construite à la place.

Photo Manon Perelli

Chaque année, le manque chronique de logements sociaux à destination des étudiants – public fort soumis à la précarité – se fait sentir à Corte. Près de 300 d'entre eux étaient ainsi sur liste d'attente auprès du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) de Corse à la rentrée 2018.

C'est pour tenter de juguler cette crise du logement étudiant que l'établissement a souhaité se porter acquéreur du bâtiment de l'ancien dispensaire de Corte, dans le but de construire une nouvelle résidence. Le 27 novembre dernier, un compromis de vente a donc été signé dans les locaux de la Collectivité de Corse (CdC) à Ajaccio entre le président de l'Exécutif, Gilles Simeoni, le directeur général du Crous de Corse, Marc-Paul Luciani, et la Rectrice de l'Académie, Julie Benetti. Construits en 1960, ces locaux, qui abritaient les services du Pôle Solidarité du Conseil départemental de la Haute-Corse jusqu'en juin 2016, étaient en effet propriété de la CdC depuis la fusion des trois anciennes collectivités.

Une fois la transaction actée, l'ancien bâtiment sera démoli et un nouvel immeuble à haute qualité environnementale, qui privilégiera la réduction des consommations d'énergies et d'émission de gaz à effet de serre, sera construit à sa place. La future résidence universitaire, d'une superficie totale de 3 000 m², s'étendra sur cinq niveaux et affichera une capacité de 100 studios – dont 10 seront réservés aux enseignants-chercheurs. Tous ces logements seront équipés de cuisinettes, du câble TV et du Wifi et seront loués au prix de 412€ par mois. Au rez-de-chaussée, le bâtiment sera aussi composé de 500 m² de salles de cours qui seront louées 80 000€ par an. L'ensemble de l'opération sera financé à hauteur de 80% par l'Académie de Corse.

Proche du campus Mariani et de parkings, cette nouvelle résidence a pour objectif d'offrir des conditions d'hébergement optimales aux étudiants et de favoriser, par là-même, leur réussite. ■

Manon PERELLI

INSTITUTIONS

LE CCACC DÉMARRE SES TRAVAUX

Cette nouvelle instance, chargée d'émettre des avis et des recommandations dans différents domaines de santé publique, a été installée le 27 novembre dernier au Palais Lantivy.

Le conseil de la citoyenneté et de l'autonomie de la Collectivité de Corse (CCACC) vient remplacer les ex comité départemental des retraités et personnes âgées (Coderpa) et conseil départemental consultatif des personnes handicapées (CDCPH). Il a été installé le 27 novembre dernier au Palais Lantivy à Ajaccio, par la conseillère exécutive de Corse chargée des affaires sociales et de la santé, Bianca Fazi.

Créée dans le cadre des nouvelles compétences de la Collectivité de Corse (CdC) en matière de prévention de la perte d'autonomie et de l'inclusion des personnes âgées et handicapées, cette instance aura pour ambition de « renforcer la démocratie participative au niveau local » et de faciliter la co-construction des politiques publiques territoriales en concertation avec ces personnes et leurs proches, ainsi qu'avec les représentants institutionnels locaux et les professionnels du secteur de l'âge et du handicap.

Pour ce faire, le CCACC sera chargé d'émettre des avis et des recommandations dans différents domaines de la santé publique tels que la prévention, l'accompagnement médico-social ou encore l'accès aux soins, le transport, le logement, l'urbanisme, ou l'aide aux aidants. Il est constitué par deux formations chargées des questions relatives aux personnes âgées pour l'une, et des questions relatives aux personnes handicapées pour l'autre, qui se réuniront indépendamment et se retrouveront à l'occasion de réunions plénières au moins deux fois par an.

En tout, l'instance consultative compte 85 membres titulaires et 79 membres suppléants, concernés directement ou indirectement par l'autonomie et l'inclusion et désignés par le président de l'exécutif, sur proposition du préfet, dans le but d'avoir « la représentation de la société civile la plus large possible ». ■ Manon PERELLI

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CALVI-BALAGNE

DIX FAMILLES « ZÉRO DÉCHET » AU BANC D'ESSAI

À l'occasion de la semaine européenne de réduction des déchets, la communauté de communes de Calvi-Balagne a lancé une nouvelle opération baptisée « famille zéro déchet ». Un projet de six mois, se déroulant en deux phases, auquel dix familles sélectionnées vont participer. « Nous avons fait en sorte de sélectionner des familles différentes, avec et sans enfant, habitant en maison individuelles ou en appartements pour avoir un panel plus large, explique François-Marie Marchetti, président de la communauté de communes. Nous pensons vraiment que nous pouvons atteindre le zéro déchet et nous allons pouvoir le voir grâce à ces exemples concrets. Nous avons fourni des balances aux familles et nous leur avons demandé de noter le poids de leurs déchets, catégorie par catégorie durant un mois. Ce sont des familles qui font le tri avec plus ou moins de rigueur et ne doivent rien changer à leurs habitudes durant le premier mois. Puis viendra la deuxième partie où des intervenants leur apprendront comment baisser cette production. La réduction des déchets commence au moment des courses, en privilégiant les produits en vrac, par exemple. Ces familles apprendront aussi à composter leurs déchets organiques ainsi que des astuces de vie de tous les jours, comme, par exemple, la fabrication de liquide vaisselle. » Parmi ces dix ménages, la famille Casta de Lumiu. Dominique et Line sont retraités et vivent dans une maison individuelle. Ils sont déjà « en avance » puisqu'ils font déjà un tri rigoureux et compostent leurs déchets organiques. Ils se sont inscrits à ce projet par envie de faire mieux et d'atteindre ce fameux zéro déchet comme l'explique Dominique: « Nous devons montrer l'exemple. À Lumiu, comme dans tous les villages de l'intercommunalité, beaucoup de choses sont faites mais il faut aller encore plus loin. On voit bien qu'aujourd'hui nous ne pouvons plus continuer de reculer, nous enchaînons les crises et nous devons réduire à la source, il faut que chacun prenne conscience du problème et apprenne à se gérer ». Durant six mois, ces familles « cobayes » seront ainsi sensibilisées voire « rééduquées ». Et si l'objectif du zéro déchet risque d'être difficile à atteindre, l'expérience ne peut qu'être positive dans la mesure où elle permettra de donner des éléments de réponse aux autres habitants de l'intercommunalité. ■ Pierre PASQUALINI

L'UNIVERSITÉ DE CORSE SE FORME CONTRE LE PLAGIAT



Photo Pierre Pasqualini

Former les professeurs et dissuader les étudiants de plagier les œuvres d'autres personnes pour les besoins de leurs mémoires ou leurs thèses, tels étaient les objectifs de la conférence et des ateliers organisés par l'Université de Corse les 22 et 23 novembre dernier. Invitée pour l'occasion, Michelle Bergadaà, professeure de l'Université de Genève et présidente de l'Institut international de recherche et d'action sur la fraude et le plagiat (Irafpa), et auteure de l'ouvrage *Le plagiat académique: comprendre pour agir**. « Tout d'abord, expose-t-elle, il faut définir ce qu'est le plagiat. Il y a une différence entre se référer et plagier. Dans la réglementation, on est obligé, lorsque l'on cite les paroles d'un auteur, de donner nos sources. Si une personne ne met pas les guillemets, ne cite pas l'auteur d'un texte ou d'une photo, il est déjà en fraude. Ce qu'il faut comprendre, c'est que depuis l'aube de l'humanité, la connaissance avance parce que nous sommes capables de montrer à ceux qui nous suivent les sources où nous avons puisé ces inspirations. C'est parce que nous montrons ces sources que d'autres seront capables de renouveler la connaissance et de la faire progresser. C'est donc dans l'intentionnalité du tricheur de ne pas dévoiler ses sources que nous voyons qu'il est un délinquant de la connaissance. »

Créé en 2016, l'Irafpa a pour vocation, entre autres, de créer un

espace de rencontres scientifiques internationales portant sur la fraude et le plagiat, d'aider les personnes physiques et morales touchées par le plagiat. Ainsi, il va aider les universités et les étudiants lésés à instruire les dossiers. Un travail proche de celui d'un détective, comme l'explique sa présidente: « Pour ce qui est du plagiat de masse, il existe des logiciels qui vont comparer les textes, par exemple. Mais il faut se dire que ceux qui veulent être des délinquants vont aller plus vite que ces outils. C'est très facile de prendre un texte de changer quelques mots pour passer entre les gouttes. Ce qui fait que l'on s'aperçoit qu'il y a une attitude délinquante et une volonté de plagier c'est la vigilance et la formation. Nous sommes face aujourd'hui à des jeunes qui ont grandi avec internet et qui connaissent toutes les techniques de fraude. »

L'Université de Corse, comme tout autre établissement de l'enseignement supérieur de France, a nommé un référent « intégrité scientifique » en la personne d'André Giudicelli. En poste depuis le printemps dernier, celui-ci n'a pour l'heure pas constaté de fraude majeure: « Pour l'instant, dit-il, les quelques cas que nous avons eu à traiter concernent les masters dans le cadre de leurs mémoires ou rapports de stage. Au niveau des enseignants-chercheurs nous n'avons jamais eu de signalement. » ■ Pierre PASQUALINI

*Éditions L'Harmattan

La sélection de la rédaction

De Greuze à Canticcioni

Depuis l'arrivée de la collection Fesch en 1843 et l'ouverture du musée dans les années 1860, les collections publiques municipales d'Ajaccio n'ont cessé de s'enrichir. Outre les dépôts effectués par l'État -dès 1854 et régulièrement jusqu'en 1973- donations et legs sont venus abonder le fonds conservé et exposé au Palais Fesch. Lors de la dernière décennie, les collections ont cela dit pris une nouvelle ampleur avec, d'une part la rénovation du Palais Fesch devenu musée des Beaux-Arts et, d'autre part, les donations de François et Marie-Jeanne Ollandini qui ont permis la création d'un département de peintures corses, enrichi depuis par la donation Bassoul. Les fonds italiens et napoléoniens n'ont pas été négligés ou défavorisés pour autant, bien au contraire. Ainsi, en 2017, grâce au don du marchand d'art Carlo Orsi, *Le Joueur de cornemuse* de Pietro Paolini, peintre d'origine lucquoise qui a surtout été actif à Rome et Venise au XVII^e siècle, a rejoint la grande galerie dédiée à l'Italie caravagesque. Par ailleurs, depuis 2014, avec le soutien financier de la Collectivité de Corse et de l'État (via le Fonds du patrimoine) mais aussi avec le concours de mécènes, la Ville d'Ajaccio a investi pour l'enrichissement des collections napoléoniennes, en vue de l'ouverture du futur musée napoléonien à l'hôtel de ville. Des œuvres de grand intérêt ont ainsi intégré le parcours muséographique consacré à la famille Bonaparte, notamment un portrait de Napoléon Bonaparte en habit de Premier Consul, huile sur toile de Jean-Baptiste Greuze acquise en 2017. Cette exposition retrace une décennie d'acquisitions qui a vu plus de 1 000 œuvres (peintures, dessins, sculptures et photographies) faire leur entrée au Palais Fesch.

Du 30 novembre 2018 au 4 mars 2019. Palais Fesch, musée des Beaux-Arts. ☎ 04 95 26 26 26 & www.musee-fesch.com



Cible mouvante

Très peu joué en France, *Cible mouvante* est un texte de l'auteur contemporain allemand Marius von Mayenburg. Il interpelle littéralement le public sur l'avenir d'une société où l'angoisse légitime liée au terrorisme risque fort de conduire au délire sécuritaire, à la paranoïa... et à de nouvelles formes de barbarie. Il parle aussi de ce mécanisme qui mène les hommes à redouter puis à haïr ce qui pourtant, de tout temps, a incarné le futur, l'espoir. Car ici, l'ennemi public N°1, c'est l'enfant, ou plutôt le préadolescent, qui alimente chez l'adulte une crainte mêlée de férocité. Aussi, lorsqu'une fillette disparaît, dans une cité, l'heure est à l'inquiétude... cette disparition ne peut signifier qu'une seule chose : elle prépare un acte terrible, meurtrier, qu'il faut à tout prix empêcher. Une des originalités du texte repose sur le fait que les répliques ne sont pas distribuées. Pas de personnage identifié, mais une «nuée» d'adultes aux paroles interchangeable, visages flous d'une

autorité mise à mal, mais solidaire dans la peur, déterminée à obtenir la sécurité à n'importe quel prix. Mise en scène par Catherine Graziani, la pièce est interprétée par le Groupe Divirsioni, formation à géométrie variable dont les membres (professionnels ou non) ont tous une pratique théâtrale, musicale et/ou chorégraphique. La deuxième représentation sera suivie d'un DJ set de 3h par Lola Bergoin Graziani et Enzo Mosconi.

Le 6 décembre, 18h30 & 21h. Centre culturel Alb'Oru. ☎ 04 95 47 47 00 & www.bastia.corsica

Main dans la main

Auteur, comédien, metteur en scène, Alexandre Oppedini aime à disséquer les systèmes qui tendent à l'uniformisation. Après avoir démonté les rouages de l'entreprise et d'une vie de bureau «ordinaire» avec *T-REX*, il se penche à présent sur la question du couple, de sa dimension sociale et des tabous qui subsistent encore. «*Malgré la libération sexuelle dans laquelle se pavane la communauté LGBT, ce geste simple - se prendre par la main - est celui qui est le plus courageux, le plus subversif; sûrement le plus intime [...]. Il relie la dimension sociale du couple à sa dimension psychologique. Se tenir la main, c'est à la fois montrer au monde qu'on s'aime et qu'on existe à deux ! C'est l'amour comme un cri de guerre et comme un cri de joie.*» C'est hélas aussi l'amour que certains ne veulent pas voir, l'amour auquel répond parfois la haine. Paul, le Parisien, et Manu, le Corse, se sont connus à Paris via une application de rencontre gay. Commence alors une histoire d'amour. Ça aurait pu être le prétexte à une comédie romantique, empreinte d'optimisme, teintée d'humour... Mais lorsque nous faisons connaissance avec Paul et Manu, ils viennent d'être victimes d'une agression homophobe, parce qu'ils se tenaient la main en public. Commence alors, à travers sept souvenirs, sept étapes, le récit de leur vie ensemble et la redécouverte de leur histoire, qu'ils explorent sous un jour nouveau, main dans la main. Avec: Fabien Ara et Nathanaël Maïni.

Le 30 novembre 20h30. Centre Culturel Alb'Oru, Bastia. ☎ 04 95 47 47 00 & www.bastia.corsica

Le 4 décembre, 18h30. Spaziu Natale Luciani, CCU de Corte. ☎ 04 95 45 00 78 & studia.universita.corsica

Le 6 décembre, 21h. L'Aghja, Ajaccio. ☎ 04 95 20 41 15 & aghja.com





Symboles, emblèmes et allégories

LA FIGURE DI A CORSICA

© CoC, Musée de la Corse / Gaëtan Laroche

Museu di a Corsica
Jean-Charles Colonna
Citadella di Corti

01/08
2018

30/03
2019



04.95.45.25.45 / museudiacorsica@isula.corsica

www.musee-corse.com



POUR FACILITER LA RENCONTRE DE NOS FIDÈLES LECTEURS AVEC LES ANNONCEURS INSULAIRES,
ICN A CONFIE LA RÉGIE DE SA PUBLICITÉ COMMERCIALE À CORSE REGIPUB ET VOUS REMERCIE PAR AVANCE
POUR L'ACCUEIL QUE VOUS RÉSERVEREZ À STÉPHANE BRUNEL ET SON EQUIPE...

CORSE REGIPUB SAS
M. STÉPHANE BRUNEL
TÉL. 0612 03 52 77
mail: brunel.stephane@yahoo.fr



TOUS LES PRODUITS FRAIS & SURGELÉS DE LA MER

Pêche locale - Coquillages - Crustacés
**DEPUIS 1994, UNE ÉQUIPE AGUERRIE
AUX MÉTIERS DE BOUCHE À VOTRE SERVICE**



Du plaisir de déguster des produits simples, beaux et de qualité et du désir de partager ce moment de bonheur est née notre gamme «PRESTIGE».

Nous avons sélectionné pour vous des produits uniques élaborés par des artisans au savoir-faire incontestable.
Caviars, saumons fumés, truffes, épicerie fine...

Découvrez également nos gammes "Corse" & "Sélection"



idealfrais-corse@wanadoo.fr - Fax : 04 95 10 04 33
Immeuble Pozzo di Borgo
Entrée A Chemin de Loreto - 20090 - AJACCIO

Livraisons sur toute la Corse

Tél. 06 84 54 20 98 - 04 95 10 04 44

